



**UFETAM**

UNION FÉDÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DES TERRITOIRES, DES AUTOROUTES ET DE LA MER

# Les Essentielles d'Avril 2026

*Petite séance de rattrapage avec les informations à retenir du mois*

## DANS LA FONCTION PUBLIQUE ...

La Fonction publique reste aujourd'hui sans ministre dédié, et cette situation semble s'installer dans la durée. Ce portefeuille sacrifié, ces agents publics ignorés, tout cela devient inacceptable.

Le rapport annuel 2025 de la Défenseure des droits ne se contente pas d'aligner des chiffres : il met en évidence une réalité de plus en plus tangible pour les agents comme pour les usagers. L'accès aux droits se dégrade, et avec lui, la capacité des services publics à répondre pleinement à leurs missions.

Le colloque « Mieux travailler dans la fonction publique » s'est tenu le 31/03. Il a pu montrer d'autres chemins possibles pour que les agentes et agents retrouvent une qualité de vie au travail et de meilleures conditions de travail.

L'UFETAM-CFDT vous propose une analyse du projet de loi « visant à renforcer l'Etat local, articuler son action avec les collectivités territoriales et sécuriser les décideurs publics », en cours d'examen. Au départ, présenté comme un nouvel acte de décentralisation, en fait, ne la prolonge pas. Il en modifie profondément la nature, et s'ouvre donc une nouvelle séquence d'un État territorial renforcé, stratégique, contractuel et préfectoral, qui reprend la main sans le dire explicitement.

L'Ademe (Agence de la transition écologique) est victime de dénigrement et de diffamation depuis plus d'un an de la part de quelques responsables politiques et certains médias orientés. Derrière ces attaques sur le budget ou l'organisation de l'agence, c'est la politique de transition écologique qui est visée. Ce dont on ne parle pas et qui est mis en péril, ce sont les 8000 projets portés chaque année par des entreprises ou des collectivités, avec les emplois créés associés. Pour l'Ademe, il y a un vrai risque de démantèlement.

Une nouvelle baisse des droits des agents concernant les autorisations d'absences, pour enfant malades notamment. La CFDT, avec l'ensemble des organisations syndicales, dénonce cette perte de droits inutile et injuste. Il s'agit là d'une harmonisation par le bas des ASA parentales ! Lors de la 2ème réunion plénière sur le projet de décret sur les ASA, toutes les OS de la Fonction publique ont exigé le retrait de ce projet de décret.

Une circulaire (31/03) rappelle que l'État doit être exemplaire dans l'application de la loi EGAlim en restauration collective. Elle souligne un retard important, avec seulement 30 % de produits durables et 12 % de bio, bien en dessous des objectifs fixés. Le 1er ministre demande une mobilisation des ministères pour rattraper ce décalage.

La souveraineté numérique s'impose aujourd'hui comme un enjeu stratégique majeur pour l'État. Lors d'un séminaire interministériel (08/04), la DINUM a engagé une sortie progressive de Windows au profit de solutions basées sur le système d'exploitation Linux. Ce qui laisse annoncer des changements importants pour les agents.

La DGAFP consacre une étude à la formation professionnelle dans la fonction publique de l'État confirmant une dynamique de reprise en 2024. Après plusieurs années marquées par des évolutions contrastées, les indicateurs repartent à la hausse, tant en volume de formation qu'en nombre d'agents concernés.

Une fiche, rédigée par le pôle juridique de la CFDT est consacrée au concours externe, qui est une modalité d'accès à la fonction publique.



## AGENTS DU PÔLE MINISTÉRIEL ...



Résultats des PROMOTIONS 2026 des agents du pôle ministériel (Mise à jour au 08/04). En même temps, la campagne de Promotions 2027 se poursuit avec mise à jour au 10/04.

Les entretiens professionnels 2025 devaient se finaliser pour le 30/04. C'est un point crucial de passage pour les promotions 2027.

Résultats des MOBILITÉS avec une nouvelle mise à jour (24/04).

Un Comité Social d'Administration ministériel (CSAM) s'est tenu le 16/04 avec un ordre du jour chargé. Notamment au menu, l'évolution de l'ADEME, le pouvoir d'achat, la semaine de 4,5 jours, les LDG mobilités, les effectifs, la discrimination, des avancées pour les OPA, la sécurité dans les DIR, la réorganisation territoriale à VNF, etc ...

Au cours d'un autre CSAM (28/04), une [déclaration commune CGT-CFDT-FO-UNSA-FSU-SNCTA](#) consacrée à l'ADEME, ainsi qu'une autre [déclaration CFDT](#).

Suite du [dossier OPA avec le compte-rendu de la réunion bilatérale](#) CFDT / Sous-directeur DRH/CPMG/ESP, du 31/03.

Vous trouverez également le compte-rendu CFDT du [3e Comité de Suivi du Plan de Prévention Ministériel Renforcé \(PPMR\) 2023-2027](#) du 03/04, pour les interventions sous circulation des agents des Directions Interdépartementales des Routes (DIR). Avec ici la [déclaration liminaire CFDT](#).

Un l'arrêté du 14/04 fixe la [liste des catégories d'emplois](#) pouvant ouvrir l'accès à la classe fonctionnelle du grade d'administrateur principal des affaires maritimes.

Un autre arrêté du 27/04 porte attribution du [diplôme d'ingénieur de l'École nationale des ponts et chaussées](#) (ENPC).

Au CEREMA, une [opération de restructuration au sein de la direction territoriale Méditerranée](#) ouvre droit aux dispositifs indemnitaires pour certains agents.

Toujours au CEREMA, la CFDT vous livre son [tableau synthétique sur l'évolution des effectifs](#), à l'échelle de l'Établissement.

## SOCIAL, SANTÉ, HANDICAP ...

Action sociale interministérielle : une [nouvelle hausse des prestations familiales](#) au 01/04.

Lors du [Comité Interministériel d'Action Sociale \(CIAS\)](#) du 14/04, la CFDT a une nouvelle fois alerté sur l'insuffisance des moyens alloués à l'action sociale interministérielle au regard des besoins des agents. Si le budget 2026 apparaît moins dégradé qu'annoncé, il confirme une forte réduction des marges de manœuvre, au détriment de l'équité territoriale et de la pérennité des actions sociales.

La [formation spécialisée Fonction Publique Etat](#) du 02/04 devait marquer une étape pour l'action sociale dans la fonction publique de l'État. Si des éléments de structuration ont été présentés, la CFDT a réaffirmé l'urgence d'avancées concrètes, alors même que les besoins des agents appellent des réponses rapides et tangibles.

La [Formation Spécialisée Ministérielle](#) du 30/03, faute de temps, n'avait pas pu traiter l'ensemble de l'ordre du jour. Une nouvelle séance s'est donc tenue le 14/04. Voici la déclaration CFDT relative au point non traité sur le RSU 2024.

Pour la [Formation Spécialisée Agriculture](#) du 02/04, il est constaté partout, une rapide et importante dégradation des conditions de travail et un dialogue social en panne.

Le nombre des arrêts maladie explose, et ce n'est pas nouveau. Or les pistes envisagées par le gouvernement, pour les réduire par des mesures coercitives, ne traitent pas le problème des conditions de travail. [L'ordonnance va être sévère !](#)

Le ministère du Travail et des Solidarités a mis en ligne un [guide pratique et juridique](#) pour mieux lutter contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Le 01/04, la [CFDT Fonctions publiques a été auditionnée au Sénat sur la souffrance](#) au travail.

Dans le cadre de la [prévoyance Etat](#), le 07/04 un groupe de travail a permis des premiers échanges sur un parcours type de mise en invalidité sous le nouveau régime, et une actualisation d'une étude des revenus des agents avant et après la réforme dans quelques cas-type.

Le [taux d'emploi direct des agents en situation de handicap](#) dans la fonction publique dépasse 6 % en 2025. Une avancée importante ... mais l'égalité réelle reste à conquérir

Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ([FIPHFP](#)) vient de publier un [guide méthodologique](#) utile pour les employeurs publics : « Élaborer et évaluer une politique handicap dans la FP ».

Sortie d'une fiche, le PAPRIACT, rédigée par le pôle juridique de la CFDT, qui reprend les dispositions concernant le programme annuel de [prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail](#).

Autre fiche, rédigée par le pôle juridique de la CFDT, qui reprend les dispositions concernant la [médecine du travail pour les agents de la fonction publique de l'État et de la territoriale](#).



## RÉMUNÉRATIONS, TRAVAIL DU 1ER MAI...



Alors que les prix du carburant flambent, [la CFDT écrit au 1er ministre et au ministre de la fonction publique](#) pour demander des mesures compensatoires pour les agents utilisant leur véhicule personnel pour exercer leurs missions de service public, le recours au télétravail facilité, et plus généralement pour que la rémunération des agents publics soit enfin réévaluée.

Le premier groupe de travail sur les carrières et les rémunérations, (13/04), aura finalement été très court ! Très mécontents de l'absence de présentation précise des axes de travail, l'ensemble des [organisations syndicales de la Fonction publique ont quitté la réunion](#) quelques minutes après la prise de parole du ministre. Avant de partir, [la CFDT a quand même rappelé ses exigences](#).

Le 31/03, la DGAFP a présenté aux organisations syndicales, une première mouture du [projet de loi sur la transposition de la directive européenne relative à la transparence des rémunérations](#). Un texte qui, en l'état, ne répond ni aux attentes de la CFDT, ni à l'ambition de briser le plafond de verre entre les femmes et les hommes.

Un arrêté du 13/04 porte désignation d'[emplois éligibles à la nouvelle bonification indiciaire \(NBI\)](#) au sein de la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) du ministère de la transition écologique.

Après la [forte mobilisation des organisations syndicales](#), le gouvernement tempore sur la question du travail le 1er mai. Après plusieurs semaines de débats et de tensions, l'exécutif a finalement choisi de ne pas faire évoluer la législation dans l'immédiat, renvoyant toute décision à un horizon plus lointain. Il n'y aura aucun changement cette année, [les syndicats ont obtenu gain de cause](#).

[1er-Mai, fêtons les travailleurs !](#) Le 1er mai est aujourd'hui le seul jour férié obligatoirement chômé et payé pour tous les travailleurs. Et à la CFDT, nous tenons à cet acquis social !

1er mai : un jour unique et spécial, [mais pour combien de temps ?](#)

## LES PLUS D'AVRIL ...

[Fiche Repères \(mise à jour du 1er avril 2026\)](#)

[Déchiffrage\[s\] : les chiffres-clés à découvrir \(Maj : 10/03\)](#)

[Quand l'IA bouscule le dialogue social](#)

[Intelligence artificielle dans la fonction publique : encadrer sans subir](#)

[Autoroute SANEF : 1ère réunion négociation GEPP \(Gestion des Emplois et Parcours Professionnels\)](#)

[Autoroute SANEF : 2ème réunion négociation GEPP portant sur les fins de carrière](#)

[Autoroute SANEF : 3ème négociation GEPP portant sur les fins de carrière](#)

[Guide pour vous aider à remplir la déclaration des revenus 2025 \(Impôts 2026\)](#)



---

*Les Essentielles n°117 - 2026-04*